

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C.P.S.)**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché reconductible n° / 2024.

Passé par appel d'offres ouvert international en application de l'article 8 « marché reconductible », des alinéas 1 et 3 du paragraphe 1 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret N° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

D'une part : **L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.T.), représenté par son Directeur Général,**

Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu :
- Affiliée à la CNSS sous le n° :
- Inscrite au registre de commerce de (localité) sous le n° :
- Patente n° :
- N° d'identification Fiscale
- ICE.....
- Représentée par : **Monsieur**

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés

SOMMAIRE

- ARTICLE N°01 : OBJET DU MARCHE
- ARTICLE N°02 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE
- ARTICLE N°03 : AUTRES TEXTES APPLICABLES
- ARTICLE N°04 : CARACTERE DES PRIX
- ARTICLE N°05 : NATURE DES PRIX
- ARTICLE N°06 : DROITS DE TIMBRES
- ARTICLE N°07 : DUREE DU MARCHE
- ARTICLE N°08 : DELAI D'EXECUTION ET PENALITES DE RETARD
- ARTICLE N°09 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF
- ARTICLE N°10 : LIVRAISON DES VEHICULES
- ARTICLE N°11 : RECEPTION DES VEHICULES
- ARTICLE N°12 : DROITS ET OBLIGATIONS DE L'OFPPT
- ARTICLE N°13 : MODE DE REGLEMENT
- ARTICLE N°14 : MODALITES DE PAIEMENT
- ARTICLE N°15 : DELAIS DE PAIEMENT
- ARTICLE N°16 : SOUS-TRAITANCE.
- ARTICLE N°17 : DOMICILE DU TITULAIRE
- ARTICLE N°18 : VALIDITE DU MARCHE
- ARTICLE N°19 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.
- ARTICLE N°20 : ASSURANCE DES VEHICULES LOUES
- ARTICLE N°21 : ENTRETIEN, REPARATION, SINISTRE ET DEPANNAGE
- ARTICLE N°22 : VEHICULE DE REMPLACEMENT
- ARTICLE N°23 : SUIVI DE L'EXPLOITATION
- ARTICLE N°24 : RESTITUTION DES VEHICULES
- ARTICLE N°25 : EXAMEN DE RECEPTION DES VEHICULES
- ARTICLE N°26 : GARANTIE
- ARTICLE N°27 : RETENUE DE GARANTIE
- ARTICLE N°28 : RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE
- ARTICLE N°29 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF
- ARTICLE N°30 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS
- ARTICLE N°31 : NANTISSEMENT
- ARTICLE N°32 : RESILIATION DU MARCHE
- ARTICLE N°33 : MESURES COERCITIVES
- ARTICLE N°34 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION
- ARTICLE N°35 : VERSEMENT A TITRE D'AVANCE AU TITULAIRE DU MARCHE
- ARTICLE N°36 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE N°1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : Location, sans option d'achat, de véhicules neufs pour le compte de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

ARTICLE N°2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales,
3. Le bordereau des prix - détail estimatif,
4. L'offre technique du titulaire,
5. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

ARTICLE N° 3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- Dahir N° 1-15-05 du 29 Rabi II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi N° 112-13 relatif au nantissement des marchés publics ;
- Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Dahir du 25 juin 1927 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ;
- Dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 Septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- La Loi 69-21 relative aux délais de paiement, modifiant la Loi 15-95 formant Code du Commerce, publiée dans le Bulletin Officiel 7204 du 15 juin 2023 ;
- Décret n°2-22- 431 du 15 Chaâbane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Décret n° 2.01.2332 du 22 Rabii I 1423 (4 Juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG. -EMO) ;
- Décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Décret n° 2-16-344 du 17 choul 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publics ;
- Décret N° 2-14-272 du 14/05/2014 relatif aux avances en matière de marchés publics.
- Arrêté du Ministre de l'économie et des finances n°1872-13 du 4 Chaâbane 1434 (13 Juin 2013) relatif à la publication des documents dans le portail électronique des marchés publics ;
- Le C.C.A.G.-EMO ;
- L'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1692-23 du (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et pièces relatifs aux marchés publics.

- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Code général des Impôts, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs au travail, à la sécurité sociale et aux accidents de travail. Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés rendus applicables à la date de l'ouverture de plis.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre -

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE N°4 : CARACTERE DES PRIX

Les prix de la location des véhicules objet du présent marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE N°5 : NATURE DES PRIX

Les prix tiennent compte de tous frais et faux-frais ainsi que de toutes sujétions nécessaires à une bonne exécution des prestations et en particulier des éléments ci-après, dont l'énumération n'est pas limitative :

1. Tous les frais d'assurances, vignettes ainsi que les frais généraux, impôts, taxes et bénéfices (y compris la taxe sur la valeur ajoutée « TVA ») ;
2. L'entretien et la réparation des véhicules ;
3. Le remplacement des véhicules immobilisés par accident ou pannes par des véhicules de même catégorie ;
4. Toutes les sujétions quelles que soient le concurrent est censé les connaître avant de remettre son offre.

ARTICLE N°6 : DROITS DE TIMBRES

Le titulaire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE

Le présent marché conclu pour une période déterminée n'excédant pas l'année en cours. Il est renouvelable par tacite reconduction, sans toutefois que la durée totale du marché puisse excéder cinq (5) années consécutives.

Le démarrage des prestations objet du présent marché devra être effectif à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations objet du présent marché.

ARTICLE N° 8 : DELAI D'EXECUTION ET PENALITES DE RETARD

1. Délai de livraison :

Le délai contractuel pour la mise à disposition de la totalité des véhicules en application du premier ordre se service, est de **trente jours calendaires (30 jrs)**. Il commence à courir à compter du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution du marché.

2. Pénalités de retard :

LIVRAISON ET REMPLACEMENT DES VEHICULES

A défaut par le titulaire d'avoir terminé la livraison des véhicules objet du marché dans le délai contractuel, il lui sera appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 01un pour mille (1/1000) calculée sur la valeur du montant du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants par jour calendaire de retard.

Pour le remplacement prévu à l'article n°22 ci-après, il lui sera appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 01un pour dix mille (1/10000) calculée sur la valeur ddu marché augmenté le cas échéant du montant des avenants par jour calendaire de retard.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à dix pour cent (10) % du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Quand le montant des pénalités atteint ce plafond, l'autorité compétente se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues par le CCAG-EMO.

ARTICLE N°09 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à Cent soixante-quatorze mille neuf cent quatre-vingt-huit dirhams et quatre-vingt centimes (174.988,80 dirhams).

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG- EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à 3% pour cent du montant initial TTC du marché.

En cas de groupement, et le cautionnement définitif est souscrit dans les conditions de l'article 150 du décret 2-22-431.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestataires s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

ARTICLE N° 10 : LIVRAISON DES VEHICULES

Les véhicules, objet des items 1-2-3-4 et 5, mis à la disposition de l'OFPPT et de ses établissements de formation (EFP) par le Fournisseur doivent être neufs (en VW) en application du premier ordre du service de commencement. ils doivent être munis des documents suivants :

1. Cartes grises non barrées et au nom du titulaire du marché ;
2. Vignettes aux dates requises ;
3. Attestation de visite technique aux dates requises ;
4. Attestation d'assurances ;
5. Contrats de location ;
6. Bon de livraison ;
7. Guide d'utilisation ;
8. Tous les autres documents nécessaires à l'exploitation du véhicule ;
9. Les formalités et les frais d'immatriculation seront à la charge du fournisseur.

Le titulaire transmettra à l'OFPPT, chaque année, les papiers de circulation aux dates requises. Chaque véhicule devra être livré avec les accessoires suivants :

1. Pneu de secours ;
2. Clefs de roue ;
3. Cric ;
4. Manivelle ;
5. Extincteur ;
6. Plaque de pré signalisation ;
7. Kit sécurité (Extincteur et Gilet fluorescent.) ;
8. Triangle de détresse ;
9. Sticker portant logo OFPPT sur les véhicules loués (Porte conducteur, passager et coffre) :

- ✓ le modèle du logo sera fourni et validé par l'OFPPT ;
- ✓ le sticker doit être remplacé s'il est détérioré ou à la demande de l'OFPPT ;
- ✓ les frais des stickers à la charge du fournisseur.

Le titulaire transmettra à l'OFPPT, en ce qui concerne des items 1-2-3-4 et 5 :

- ✓ A l'occasion de la notification de l'approbation du marché les factures proformat d'achat des véhicules,
- ✓ A l'occasion de la réception des véhicules les duplicatas des factures d'achat.

Le transport et l'acheminement des véhicules jusqu'au siège de l'OFPPT à Casablanca, sera à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE N°11 : RECEPTION DES VEHICULES

Après contrôle de conformité, un procès-verbal contradictoire de livraison sera signé, sa date de signature constituera le commencement de la location et le transfert de la garde du véhicule.

ARTICLE N°12 : DROITS ET OBLIGATIONS DE L'OFPPT

1. L'OFPPT utilisera le véhicule en respectant toutes les prescriptions légales et réglementaires concernant la circulation, la détention, la garde et l'utilisation du véhicule loué et veillera à ne confier la conduite du véhicule qu'au personnel de l'OFPPT. Les véhicules soumis à l'obligation de la visite technique seront présentés par l'Administration dans un centre agréé par le titulaire du marché. La fréquence des visites techniques doit être conforme aux règles fixées par l'Etat Marocain ;

2. L'OFPPT utilisera le véhicule conformément à l'usage auquel il est destiné ;
3. L'OFPPT n'apportera pas de modifications de nature à remettre en cause le certificat de conformité ;
4. Dès la prise en charge du véhicule et jusqu'à sa restitution. Le conducteur sera seule responsable des conséquences civiles ou pénales des infractions relevées contre lui. Le conducteur supportera seule les frais de gardiennage du véhicule.

ARTICLE N°13 : MODE DE REGLEMENT

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix par le titulaire au nombre de véhicules mis à disposition, conformément aux prescriptions figurant au bordereau des prix – détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

ARTICLE N°14 : MODALITES DE PAIEMENT

Le titulaire adressera à l'Office les factures mensuelles en cinq exemplaires des redevances de location pour les véhicules dûment réceptionnés.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans le marché.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE N°15 : DELAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions prévues par la loi 69-21, le délai de paiement des sommes dues au titulaire de ce marché est de **120 Jours**, et ce, conformément aux articles 78-1 et 78-2 de ladite loi ;

ARTICLE N°16 : SOUS-TRAITANCE.

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- ✓ L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants ;
- ✓ Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- ✓ La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- ✓ Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- ✓ Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché. Les prestations qui ne peuvent, en aucun cas, faire l'objet de sous-traitance, sont : La LOCATION LONGUE DUREE.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE N°17 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N°18 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'Office ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE N°19 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics

ARTICLE N°20 : ASSURANCE DES VEHICULES LOUES

Le titulaire souscrira à sa charge auprès d'une compagnie d'assurance une police d'assurance tous risques pour chaque véhicule loué.

Cette assurance comprend notamment sur les risques suivants :

- 1. La Responsabilité Civile ;**
- 2. Les Vols et Incendies ;**
- 3. La Garantie conducteur et personnes transportées ;**
- 4. Le Bris de glace ;**
- 5. L'Assistance juridique ;**
- 6. Les dégâts causés au véhicule y compris pour cause de vandalisme.**

Les réparations consécutives à la remise en état des véhicules accidentés sont à la charge du titulaire et ce sans franchise.

En cas de sinistre, vol et incendie rendant le véhicule inutilisable, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, ledit véhicule est considéré restitué définitivement sans supplément de frais pour l'OFPPT.

L'OFPPT subrogera le titulaire dans ses droits, pour l'exercice du recours contre les tiers pour les dégâts matériels. L'indemnité éventuellement obtenue servira d'abord au fournisseur pour le remboursement des frais ayant pu rester à sa charge.

ARTICLE N°21 : ENTRETIEN, REPARATION, SINISTRE ET DEPANNAGE

Le titulaire effectuera pour toute la durée du contrat les prestations et les travaux d'entretien et de maintenance et de réparation suivants :

1. Les opérations d'entretiens systématiques prévues par le constructeur (y compris l'huile de vidanges, les lubrifiants et les filtres) ;
2. Les réparations mécaniques, électriques ou électroniques consécutives à l'usage (ou usure) des véhicules ;
3. Les remplacements des pneumatiques usagés seront systématiquement pris en charge par le titulaire et ce tous les **50 000 kms** selon usure normale ;
4. Les frais de nettoyage des garnitures, les tâches indélébiles, changement des tapis seront pris en charge par le titulaire ;
5. Le remplacement définitif du véhicule en cas d'épave ou de vol non retrouvé ou de panne répétitive dans la limite de 4 heures dans le cas où le véhicule est affecté aux villes de Casablanca, Marrakech ou Tanger (intra-ville) par un véhicule de même catégorie et d'âge similaires. Pour les autres sites d'affectation, le délai de remplacement ne doit pas dépasser 24 heures ;
6. L'acheminement des véhicules, en cas de panne, jusqu'au lieu de réparation sera à la charge du titulaire du marché ;
7. Les réparations consécutives à la remise en état des véhicules accidentés sont à la charge du titulaire ;
8. Le dépannage et le remorquage du véhicule en panne à travers tout le territoire national ;
9. D'une manière générale toutes les prestations préventives et palliatives devant garantir le bon fonctionnement du véhicule.

ARTICLE N°22 : VEHICULE DE REMPLACEMENT

En cas d'immobilisation de tout véhicule pour réparation ou autre cause de quelque nature que ce soit, le titulaire devra, à la demande expresse de l'Administration, procéder à son remplacement immédiat, ou dans un délai maximum de quatre heures (4 H), dans le périmètre urbain de Casablanca-Rabat, et dans un délai de douze heures (12 H) hors de ce périmètre par un véhicule similaire ou équivalent **avec le plein de carburant**.

Tout retard dans la mise à disposition du véhicule de remplacement engendra l'application des pénalités de retard prévue à l'article 8 du présent appel d'offres.

Le véhicule immobilisé pour cause de réparation ou d'accident ne doit en aucun cas être utilisé par le titulaire à d'autres fins.

ARTICLE N°23 : SUIVI DE L'EXPLOITATION

Le titulaire fournira à l'OFPPT, à chaque fin de mois, une situation sous forme de fichier informatique reflétant l'utilisation des véhicules loués, et notamment celle relative aux :

1. Interventions dans le cadre de la garantie constructeur ;
2. Etats des immobilisations ;
3. Réparations effectuées par véhicule ;
4. Coût de réparation par véhicule ;
5. Planning de maintenance préventive et contrôle technique.

ARTICLE N°24 : RESTITUTION DES VEHICULES

1. Au terme du contrat, de sa prolongation, ou en cas de résiliation, l'OFPPT restituera les véhicules accompagnés de tous les documents administratifs utiles ;

2. Les véhicules seront contradictoirement examinés et il sera établi un procès-verbal de restitution, qui sera signé contradictoirement par l'OFPPT et le titulaire ;
3. Le titulaire prendra en charge la remise en état des véhicules lors de la restitution sans frais supplémentaires pour l'OFPPT.

ARTICLE N°25 : EXAMEN DE RECEPTION DES VEHICULES

Le soumissionnaire doit indiquer dans son offre le ou les lieux où les véhicules proposés pourront être réceptionnés par l'OFPPT afin de pouvoir en vérifier les caractéristiques.

ARTICLE N°26 : GARANTIE

Le titulaire garantit que tous les véhicules livrés en exécution du marché sont neufs, n'ont jamais été utilisés, sont du modèle le plus récent en service et incluent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériau sauf si le marché en a disposé autrement.

Le titulaire garantit en outre que tous les véhicules livrés en exécution du marché n'auront aucune défectuosité due à leur conception, aux matériaux utilisés ou à leur mise en oeuvre (sauf dans le cas où la conception et/ou le matériau requis par les spécifications du marché).

L'Office notifiera rapidement au titulaire toutes réclamations faisant jouer cette garantie.

Le titulaire garantit, la réparation de véhicules et/ou son remplacement dans les conditions fixées à l'article 22 sur le présent CPS.

Dans le cas de l'impossibilité de réparer ou de remplacer ces véhicules dans les conditions présentées à l'article 22 du présent CPS, le titulaire mettra à la disposition de l'OFPPT des véhicules de mêmes caractéristiques techniques pour une période maximale de 7 jours. Passé ce délai, le titulaire soit restituera à l'OFPPT, les véhicules réparés soit les remplacera par de nouveaux véhicules de même marque et référence.

A défaut, par le titulaire de réparer ou remplacer les véhicules immobilisés par d'autres de même marque, références et âge, des pénalités de retard seront appliquées conformément à l'article 08 du présent CPS.

ARTICLE N°27 : RETENUE DE GARANTIE

Pour le présent marché il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE N°28 : RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE

Au terme de chaque mois et après vérification de la conformité des prestations fournies, un procès-verbal de réception provisoire partielle sera établi et signé par le titulaire et l'OFPPT. La dernière réception du marché concerné tient lieu de réception du marché. A la fin de chaque année, un procès-verbal de réception sera établi et signé par le titulaire et l'OFPPT.

Le maître d'ouvrage établit, à la fin de chaque année budgétaire, un décompte définitif partiel à hauteur du montant des prestations réalisées au titre de la période considérée et un décompte définitif et général à la fin de la dernière période du marché reconductible, à hauteur du montant des prestations réalisées au titre de la durée totale du marché reconductible.

ARTICLE N°29 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

En application des dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas de l'application de l'article 52 du CCAG-EMO, par le maître d'ouvrage dans les trois (3) mois suivant l'achèvement du délai contractuel du marché.

ARTICLE N°30 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

En cas de contestation entre le maître d'ouvrage et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 53 et 54 du CCAG-EMO. Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative, conformément à l'article 55 du CCAG-EMO.

ARTICLE N°31 : NANTISSEMENT

Sous réserve de l'entrée en vigueur des dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, notamment son « Chapitre IX : Conditions et modalités de dématérialisation du nantissement des marchés publics », en cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du présent marché sera opérée par les soins de son Directeur Général ou son délégué ;
- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégué ;
- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché ;
- Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE N°32 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret n° 2-22-431 du 08/03/2023 relatif aux marchés publics et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire de services, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire de services est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE N° 33 : MESURES COERCITIVES

Lorsque le titulaire ne se conforme pas, soit aux stipulations du marché, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par le maître d'ouvrage, l'autorité compétente le met en demeure d'y satisfaire dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification de la mise en demeure.



Passé ce délai, si le titulaire n'a pas exécuté les dispositions prescrites, l'autorité compétente peut prononcer la résiliation pure et simple du marché, assortie de la confiscation du cautionnement définitif.

Les dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO seront appliquées.

ARTICLE N°34 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Conformément à l'article 162 du décret n° 2-22- 431 précité, le prestataire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché.

ARTICLE N°35 : VERSEMENT A TITRE D'AVANCE AU TITULAIRE DU MARCHE

Conformément au décret n° 2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 Mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché a droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné. L'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant total de la première année. Cette avance sera octroyée au titulaire après la notification de l'ordre de service de commencer les prestations objet du marché contre remise d'une caution personnel et solidaire du même montant, ne comportant aucune réserve et demeure affectée aux garanties pécuniaires exigées du titulaire du marché. Le remboursement de cette avance sera effectué par déduction sur chaque acompte d'un montant égal à 25%, de manière que le remboursement de la totalité de l'avance soit opéré lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 80% du montant du marché. Si ces sommes n'atteignent pas 80% du montant initial du marché, le solde à rembourser sera prélevé sur le décompte « n » et dernier. Si le marché ne donne pas lieu à versement d'acomptes et fait l'objet d'un seul règlement, l'avance est récupérée en une seule fois par précompte sur le règlement.

La révision des prix n'est pas prise en compte dans le calcul du montant de l'avance. Les taux et les conditions de versement et de remboursement de l'avance ne peuvent pas être modifiés par avenant

Article n °36 : Promotion de l'emploi local

Le titulaire du marché s'engage à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché.

Le cahier des prescriptions spéciales fixe le taux de recours à la main-d'œuvre locale à vingt pour cent (20%) de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

Au sens du présent article, on entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue de la commune lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région.

LE SOUSMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	<p>WIDAD ELFERDOUSSI</p> <p>Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique P.I</p> 

Le Cahier définissant les spécifications

Techniques des véhicules

Item n° 1 (Longue durée)

Caractéristiques techniques pour un véhicule type 1 neuf

-Voiture Routière-

		Minimum	Maximum
Motorisation, puissance fiscale	Motorisation	2L	3L
	Type de carburant	Diesel	Diesel
	Puissance DIN	145	260
	Puissance fiscale	8	16
	Boite à vitesse	BVA	BVA
	Norme antipollution	Euro 5 ou Euro 6	Euro 5 ou Euro 6
Sécurité	Nombre d'airbags	6	8
	Fermeture centralisée	Oui	Oui
Confort, agrément et praticité	Longueur du véhicule (habitabilité)	4,7 M	5 M
	Lève vitre électrique AV et AR	Oui	Oui
	Radio	Ecran Tactile	Ecran Tactile
	Climatisation	Automatique	Automatique
	ABS, ESP ...	Oui	Oui
	Type carrosserie	Routière	Routière
Peinture	Teinte	Métallisée	Métallisée

Item n° 2 (Longue durée)

Caractéristiques techniques pour un véhicule type 2 neuf

		Minimum	Maximum
Motorisation, puissance fiscale	Motorisation	1.5 L	2 L
	Type de carburant	Diesel	Diesel
	Puissance DIN	130	180
	Puissance fiscale	6	10
	Boite à vitesse	BVA	BVA
	Norme antipollution	Euro 5 ou Euro 6	Euro 5 ou Euro 6
Sécurité	Nombre d'airbags	6	8
	Radar de recul et radar avant+ camera	Oui	Oui
	Fermeture centralisée	Oui	Oui
Confort, agrément et praticité	Longueur du véhicule (habitabilité)	4 M	5 M
	Lève vitre électrique AV et AR	Oui	Oui
	Radio	Ecran Tactile	Ecran Tactile
	Climatisation	Automatique	Automatique
	Jantes alliage	Oui	Oui
	ABS/AFU/REF	Oui	Oui
	Type carrosserie	Suv Cinq Portes ou Berline quatre portes	Suv Cinq Portes ou Berline quatre portes
Peinture	Teinte	Métallisée	Métallisée

Item n° 3 (Longue durée)

Caractéristiques techniques pour un véhicule type 3 neuf

-Voiture SUV-

		Minimum	Maximum
Motorisation, puissance fiscale	Motorisation	1.5	1.6
	Type de carburant	Diesel	Diesel
	Puissance DIN	90	120
	Puissance fiscale	6	7
	Boite à vitesse	BVA	BVA
	Norme antipollution	Euro 5 ou Euro 6	Euro 5 ou Euro 6
Sécurité	Nombre d'airbags	2	4
	Fermeture centralisée	Oui	Oui
Confort, agrément et praticité	Longueur du véhicule (habitabilité)	4,3 M	4,5 M
	Lève vitre électrique AV/AR	Oui	Oui
	Radio	Car Play ou équivalent	Car Play ou équivalent
	Climatisation	Automatique	Automatique
	ABS	Oui	Oui
	Radar et camera de recule	Oui	Oui
	Jante alliage	Oui	Oui
	Type carrosserie	4X2	4X2
Peinture	Teinte	Métallisée	Métallisée

Item n° 4 (Longue durée)

Caractéristiques techniques pour un véhicule type 4 neuf

-Voiture Ludospace-

		Minimum	Maximum
Motorisation, puissance fiscale	Motorisation	1.3L	1.5L
	Type de carburant	Diesel	Diesel
	Puissance DIN	80	95
	Puissance fiscale	6	7
	Boite à vitesse	BVM	BVM
	Norme antipollution	Euro 5 ou Euro 6	Euro 5 ou Euro 6
Sécurité	Nombre d'airbags	1	2
	Fermeture centralisée	Oui	Oui
Confort, agrément et praticité	Longueur du véhicule (habitabilité)	4,2 M	4,4 M
	Lève vitre électrique AV	Oui	Oui
	Radio	Oui	Oui
	Climatisation	Oui	Oui
	ABS	Oui	Oui
	Type carrosserie	Ludospace (VP) 1PLC	Ludospace (VP) 2 PLC
Peinture	Teinte	Blanc	Blanc

Item n° 5 (Longue durée)

Caractéristiques techniques pour un véhicule type 5 neuf

-Voiture Berline-

		Minimum	Maximum
Motorisation, puissance fiscale	Motorisation	1.4L	1.6L
	Type de carburant	DIESEL	DIESEL
	Puissance DIN	80	100
	Puissance fiscale	6	7
	Boite à vitesse	BVM	BVM
	Norme antipollution	Euro 5 ou Euro 6	Euro 5 ou Euro 6
Sécurité	Nombre d'airbags	4	6
	Radar + caméra de recul	Oui	Oui
	Fermeture centralisée	Oui	Oui
Confort, agrément et praticité	Longueur du véhicule (habitabilité)	4,3 M	4,4 M
	Lève vitre électrique AV/AR	Oui	Oui
	Radio	Ecran Tactile	Ecran Tactile
	Climatisation	Automatique	Automatique
	ABS	Oui	Oui
	Type carrosserie	Berline 4 portes	Berline 4 portes
Peinture	Teinte	Métallisée	Métallisée

Item n° 6

**Caractéristiques techniques type 6 de 7 places en location
courte durée avec chauffeur**

		Minimum	Maximum
Motorisation, puissance fiscale	Motorisation	2 L	2.2 L
	Type de carburant	Diesel	Diesel
	Puissance DIN	130	140
	Puissance fiscale	8	9
Sécurité	Nombre d'airbags	4	6
	Fermeture centralisée	Oui	Oui
Confort, agrément et praticité	Longueur du véhicule (habitabilité)	5,3 M	5 ,4 M
	Siège	Simili cuir	Simili cuir
	Radio	Oui	Oui
	Type carrosserie	Mini bus	Mini bus
Peinture	Teinte	Noir	Noir

Etat de répartition de véhicules

Location longue durée :

Véhicule type 1	1
Véhicules type 2	13
Véhicules type 3	10
Véhicules type 4	134
Véhicules type 5	33
	191

Location courte durée avec chauffeur :

Véhicule type 6 de 7 places	150 (Jour)
-----------------------------	------------

Conditions :

1. Délai de la commande

A la demande du maître d'ouvrage dans un délai maximum de quarante-huit heures (48 H).

2. Contenu de la commande :

Le maître d'ouvrage fournira les éléments suivants :

- Plan de trajet
- Durée de la commande

3. Frais connexes :

Tous les frais sont à la charge du titulaire du marché

3

47

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF



BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF- Lot unique
(Appel d’offres ouvert international sur offres de prix).

Objet : Location, sans option d’achat, de véhicules neufs pour le compte de l’Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT)

LOCATION LONGUE DUREE

Item n°	Description des prestations	Unité	Quantité (T1)	Prix-mensuel HTVA (T 2)	Total annuel HTVA (T 1) x (T 2) x (12 Mois)
1	Véhicule type 1	U/1 an	1		
2	Véhicules type 2	U/1 an	13		
3	Véhicules type 3	U/1 an	10		
4	Véhicules type 4	U/1 an	134		
5	Véhicules type 5	U/1 an	33		
SOUS TOTAL ANNUEL 1 (EN HTVA)					

LOCATION COURTE DUREE AVEC CHAUFFEUR

Item n°	Description des prestations	Unité	Quantité (T1)	Prix journalier HTVA (T 2)	Total HTVA (T 1) x (T 2)
6	Véhicule type 6 de 7 places	Jour	150		
SOUS TOTAL ANNUEL 2 (EN HTVA)					

43



RECAPITULATIF DES PRIX

SOUS TOTAL ANNUEL 1 (EN HTVA)		
SOUS TOTAL ANNUEL 2 (EN HTVA)		
MONTANT TOTAL (SOUS TOTAL 1 + SOUS TOTAL 2)		
MONTANT TVA (Taux 20 %)		
MONTANT TOTAL TTC		

3

Q